

expliquer cet écart de 11 p. 100 à 2.5 p. 100 en l'espace de quelques jours?

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je prie le député de se rappeler quelle était la situation il y a un an. Les projets d'investissement étaient d'environ 4 p. 100 inférieurs à ce qu'ils seront dans les faits. D'après le Conference Board, la confiance des milieux d'affaires est de 20 p. 100 supérieure à ce qu'elle était l'an dernier. Cela me porte à croire que les investissements des sociétés atteindront un niveau record cette année.

[Français]

ON DEMANDE POURQUOI LES CHIFFRES DE STATISTIQUE CANADA N'ONT PAS ÉTÉ UTILISÉS

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, si le ministre des Finances ne croit pas dans les chiffres de Statistique Canada, il devrait l'abolir. Mais s'il y croit, pourquoi n'a-t-il pas tenu compte de cette enquête faite auprès de 25,000 entreprises qui indiquent que leur croissance d'investissement ne serait que de 2.5 p. 100 en dollars courants? Pourquoi n'a-t-il pas pris ces chiffres qui viennent, effectivement, d'une agence gouvernementale?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ma réponse à la première question vaut également pour la deuxième. Il faut faire preuve de jugement.

M. Garneau: Vous avez raison et Statistique Canada a tort.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les données publiées par Statistique Canada sont le résultat d'une enquête limitée sur les perspectives d'investissement. L'an dernier, la même enquête avait sousestimé le taux de croissance de l'économie et je pense que la chose va se reproduire.

* * *

LES FINANCES

L'ACCROISSEMENT DES RÉSERVES DE DEVICES—LE MONTANT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances que je m'adresse. Les familles moyennes, sachant qu'elles devront faire face à une hausse d'impôt de \$1,300 par suite de l'exposé économique de l'automne 1984, du précédent budget et du budget actuel, en ont plein le dos. Nous avons appris ce matin qu'en raison de l'incompétence du gouvernement, le ministre avait dû emprunter le mois dernier 2.5 milliards de dollars. C'était l'emprunt le plus considérable contracté en un mois de toute l'histoire de notre pays. Le ministre pourrait-il dire au Canadien moyen combien lui coûtera ce nouvel emprunt du gouvernement du Canada?

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député sait que nous avons discuté hier ce chiffre de \$1,300. J'ai signalé alors trois domaines précis où ses chiffres, comme d'habitude, sont inexacts. Nous en reparlerons vraisemblablement plus tard aujourd'hui.

A propos de l'utilisation des réserves de devises, j'aimerais signaler au député qu'en puisant dans nos réserves de dollars américains pour acheter des dollars canadiens, on ne fait que transférer de l'argent de notre compte de dollars américains à notre compte de dollars canadiens où il servira à financer l'achat par le gouvernement de biens et de services au Canada. Les contribuables canadiens ne subissent aucune perte.

M. Broadbent: Quand je participerai plus tard au débat, monsieur le Président, je répondrai au ministre qui conteste mes chiffres.

M. Hnatyshyn: Ne fais pas fuir tous les députés, Ed.

M. Broadbent: Je tiens simplement à rappeler qu'il a tenu Marc Lalonde responsable de la hausse de 1 p. 100 de la taxe de vente fédérale. Je lui dirai qu'il avait le choix. Il n'était pas obligé d'imposer cette taxe. Cependant, je développerai cet aspect un peu plus tard.

M. Hnatyshyn: Il faudrait vous décider!

LE COÛT POUR LE CONTRIBUABLE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre a décidé d'augmenter nos réserves en empruntant 2.5 milliards de dollars en Europe, au Japon, et ailleurs. Est-il en train de nous dire maintenant que cet emprunt ne nous coûtera pas un cent?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il faut emprunter pour financer le déficit que le gouvernement actuel, heureusement, parvient à réduire, mais qui avait atteint au cours des années précédentes des niveaux inégalés. Il faut assurer le service de la dette. On peut le faire en empruntant des dollars américains ou des yens japonais, comme en l'occurrence. Ces devises sont alors converties en dollars canadiens que le gouvernement du Canada utilise pour financer l'achat de biens et de services. Il s'agit tout simplement d'un transfert de ressources d'un compte à un autre, sans aucune perte d'argent.

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre est encore une fois passé à côté de la question. Les fonds passent d'un compte à l'autre, mais le gouvernement du Canada, comme les citoyens canadiens ou n'importe qui, doit rembourser l'argent qu'il emprunte, et cela, les Canadiens le comprennent.

Des voix: Exact!

M. Epp (Provencher): C'est exact. Enfin!